



Développer durablement la Seine-Saint-Denis

Par **STÉPHANE TROUSSEL** Président du conseil général de Seine-Saint-Denis

Nous sommes à moins de 500 jours de la 21^e conférence climat de l'ONU, la COP21, qui doit aboutir à un accord global permettant de limiter à 2 degrés l'augmentation de la température terrestre.

Cette conférence se tiendra en Seine-Saint-Denis, au Bourget, et je crois ce choix d'implantation porteur de sens. Notre département est un territoire jeune, où grandit la génération qui devra affronter les conséquences des dérèglements annoncés. Il est ouvert sur le monde et sensible aux crises climatiques qui se jouent au-delà de nos frontières. C'est un territoire populaire identifié comme une de ces périphéries urbaines qui ont concentré une partie du tissu industriel et accueilli les travailleurs, pauvres ou moins pauvres, venus de France ou d'ailleurs. Ces quartiers sont trop souvent l'angle mort du débat sur la transition écologique. C'est une erreur. Les moyens pour changer de modèle de société sont aussi les solutions aux problèmes quotidiens rencontrés dans les banlieues.

C'est là que la mobilité est la plus polluante, les transports en commun trop rares et le choix de l'auto contraint. La Seine-Saint-Denis est nervee par les axes rapides, avec des conséquences graves pour la santé et, ce, dans une relative indifférence. Lors du pic de pollution de février, les caméras étaient braquées sur la tour Eiffel perdue dans les particules fines, rarement sur les logements mitoyens de l'A3 ou de l'A1.

Il faut donc commencer par redéfinir la mobilité par les transports en commun. Grand Paris Express, nouveaux tramways, prolongement de métros, les choses avancent en Seine-Saint-Denis. Le tramway T5, inauguré l'an dernier, permet d'éviter l'émission de centaines de tonnes de CO₂. Il faut aller plus loin et fixer comme objectif de porter les quartiers populaires au niveau de service des cœurs d'agglomération.

C'est également dans notre département, par la forme de la ville elle-même, que la sensibilité aux épisodes climatiques extrêmes est la plus forte. Qui sait que la Seine-Saint-Denis a été le second territoire le plus impacté, en vies humaines, par la canicule de 2003 ? C'est là que se concentrent les flots d'habitats les plus dégradés et les logements passoires ; là que la facture énergétique est la plus élevée. Les Séquano-Dionysiens consacrent près de 220 euros aux dépenses énergétiques chaque mois alors que le revenu net moyen mensuel excède à peine 1 400 euros. Pour se chauffer, se déplacer, comme souvent : être pauvre, ça coûte cher !

Il faut donc accélérer les travaux de rénovation et d'isolation – enjeu pour lequel nous avons besoin d'un système de financement cohérent et enfin unifié –, parvenir à une meilleure lisibilité des coûts et des avantages, un ciblage des ménages en précarité énergétique et un développement de dispositifs innovants comme le tiers financement.

Et il faut, évidemment, plus de moyens. Qui peut penser que les familles de Seine-Saint-Denis sont en mesure de payer les 20 000 euros, en moyenne, nécessaires pour une rénovation

d'un logement conforme aux standards du Grenelle de l'environnement ?

Il ne faut pas non plus exclure la possibilité de prendre en compte progressivement la

performance énergétique dans les critères de salubrité : si cela s'accompagne d'un programme ambitieux de construction de logements, nous pouvons retirer du marché les plus grandes passoires thermiques.

Enfin, une stratégie de transition écologique des banlieues passera impérativement par un plan de formation afin de faciliter l'accès des jeunes issus des quartiers populaires aux emplois de cette transition : écoconstruction, production d'énergies renouvelables, etc. Logement, transports, emploi, les leviers sont identifiés. Il y aurait donc une forme d'anomalie à considérer que seraient prioritaires les territoires ayant les moyens financiers de leur transition : c'est d'abord dans les quartiers populaires que se croisent l'impératif de développement durable et l'exigence de progrès social. Notre message est simple. Il est celui de populations plus sensibles à ces enjeux qu'on ne le pense, et de territoires prêts à entamer leurs mutations pour peu qu'on leur en donne les moyens.

C'est ici, en banlieue, que se trouve le lieu privilégié de la reconstruction de la ville sur elle-même. Ici que l'on trouve une somme d'énergies (humaines) extraordinaires, où les dispositions au changement sont les mieux enracinées. Ici que les risques de l'inaction sont les plus graves et les bénéfices des efforts les plus élevés.